

Notre territoire traverse une crise grave. Elle est le résultat d'années de "foutage de gueule". Les bobards, les boniments et les mensonges ont un prix et celui-ci intervient au moment où la courbe de la réalité rencontre celle des leurres. On entend le Président de la CTG avancer le Pacte d'Avenir comme responsable de la situation en visant le Chef de l'Etat comme si nous n'étions pas en mesure de faire nos propres propositions de développement. C'est encore un boniment. Les citoyens ont entendu parler du Pacte d'Avenir en fin 2016 soit quelques mois avant le terme du quinquennat. Pourtant, ce Pacte d'avenir est une proposition du Président de la République qui date de 2013 sous l'empire de la Collectivité régionale. Entrez, que voulez-vous savoir d'autres ? Les problèmes sont réels. Absence d'activité et par implication perte de pouvoir d'achat, problématique foncière, sous représentation voire absence de représentation, spoliation des ressources naturelles, croissance des crimes et des délits, insécurité galopante, retard de paiement des collectivités qui mettent les entreprises en difficultés de trésorerie les empêchant de saisir les opportunités du marché et neutralisant les effets de levier escomptés sur leur cycle d'exploitation.

Il y a un vrai dysfonctionnement de la société. La souffrance est réelle sur tout le territoire pour quasiment tous les ménages. Pas une section n'est épargnée. A cela s'ajoute l'inconsistance des principaux élus. L'Agriculture est en crise. Sa principale représentante qui siégeait à la commission permanente a été mise hors jeu sur une base très subjective. Les représentants de l'Etat (DAAF) ne reconnaissent que la légalité et se fiche de la légitimité tant celle-ci est mal représentée. La situation actuelle permet de mesurer le degré de responsabilité de ces élus. Alors, la suite... Ils sont tous les élus de la République. Souvenez-vous, il y a peu de temps, ils ont fait une grande démonstration de type émotionnel pour réclamer un état d'urgence spécifique à la Guyane comme si l'état d'urgence national n'était pas suffisant compte tenu de notre lien avec l'article 73. Du jamais vu dans aucun courant politique hormis le fascisme, le nazisme, la dictature. Mardi 21 courant, des élus défient l'état d'urgent en voulant pénétrer dans une zone sensible au prétexte qu'ils étaient pacifiques et qu'ils avançaient les mains en l'air sans qu'on leur ait dit "Haut les mains". Très bizarre ça. Ils s'amusent avec des choses sérieuses... Aussi bien le CNES que nos propres difficultés qui sont à la hauteur des intérêts du CNES. Il y a tellement de choses à dire sur ces comportements qui tuent l'espoir des citoyens de voir leur situation s'améliorer. Le député Serville s'indigne du traitement réservé aux Élus qui ont subi les tirs de gaz lacrymogène... ont-ils pris conscience de ce qu'ils votent, de ce qu'ils demandent.

Quoi d'autres... Eh bien, ce n'est pas avec cette méthode qu'on va sortir le pays de l'état où il se trouve. La gravité de la situation mérite mieux que ça. Des généraux qui emmènent leurs troupes à la boucherie ne sont pas crédibles. En général, ils passent devant la cour martiale. Les sous-officiers qui appellent le peuple à la rescousse en l'insultant, en lui manquant de respect, n'est pas un gage de sérénité et de victoire. Tous ces élus profitent de la recherche par l'Etat de la paix sociale sur la base de la soumission, du "larbinisme". Ils auront des comptes à rendre à l'Histoire. Je crois que la paix sociale peut s'obtenir par la dignité, par le développement économique, le respect du territoire et de ses habitants, ainsi que par une meilleure répartition des richesses créées.

Oui, oui, oui, mais... ? Trouvez-moi une cohérence dans ce qui se passe ces-jours-ci... Certains élus et leurs acolytes pieds nickelés surfent sur l'émotion de la population et sur la pseudo unité qu'ils voient comme une uniformité. Ils veulent faire croire que je suis radical, le mot à la mode. L'état de la société ne plaide pas pour eux ni pour les représentants de l'Etat. L'organisation de la société nécessite de la rigueur intellectuelle, de la rigueur dans l'analyse, de la rigueur dans

Toc ! Toc ! Toc ! La Guyane... Entrez.

Écrit par Taubira Jean-Marie

Samedi, 25 Mars 2017 17:26 - Mis à jour Samedi, 25 Mars 2017 17:28

la méthode. Il ne faut pas confondre cette rigueur avec la rigidité voire la radicalité. Aux yeux du monde objectif, c'est eux qui passent pour des danseurs de corde et qui considèrent la société comme une foire. Ils tuent la force mentale de tout un peuple. Ils tuent la confiance de toute une population.

Clap de fin... Je suis solidaire de la souffrance du peuple. Je reconnais la légitimité des représentants des corps de métiers. Il faut en finir une bonne fois pour toute. Pour cela il faut être lucide dans les décisions à prendre. A chacun de mesurer son niveau de conscience pour identifier ceux qui sont sincères dans cette lutte et les opportunistes. J'aurais préféré que ce mouvement ait lieu au lendemain de l'élection du futur Président de la République. D'autre part, ceux qui veulent que les citoyens se mobilisent pour une juste cause apprennent à les respecter et réservent leurs insultes aux élus qui les ont trahis.